



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0000020 /AONO/MINEE/CIPM/2025 du 27 MARS 2025
SUIVANT LA LETTRE D'EXEMPTION DE LA PRÉ-QUALIFICATION N° 00770-
25/L/MINMAP/SG/DGMI/DMAI/NMG DU 17 FÉVRIER 2025 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE
MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX
DE CONSTRUCTION D'UN POINT PUBLIC RURAL DE DISTRIBUTION DES PRODUITS
PETROLIERS DANS LA LOCALITE DE NDELELE, DEPARTEMENT DE LA KADEY, REGION DE
L'EST (EN PROCEDURE D'URGENCE)..

FINANCEMENT : BIP MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE, EXERCICE 2025
Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Eau et de l'Energie

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent avis d'Appel d'Offres a pour objet, le contrôle technique et la surveillance des travaux de construction d'un point public rural de distribution des produits pétroliers dans la localité de Ndéléle, Département de la Kadey, Région de l'Est.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent les missions ci-après:

- Direction de l'exécution du contrat des travaux,
- Contrôle de la qualité des fournitures et travaux par rapport aux études techniques.
- Contrôle de la qualité par rapport aux cahiers des prescriptions techniques, surveillance des essais techniques,
- Approbation des plans d'exécution et de recollement des travaux,
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie,
- Elaboration des rapports mensuels d'activités,
- Elaboration du rapport final des travaux exécutés et de la mission de supervision.

Les travaux qui seront réalisés par lot sont les suivants :

- Travaux préliminaires et installation de chantier ;
- Terrassements généraux ;
- Travaux de béton et béton armé ;
- Travaux de maçonnerie ;
- Charpente-Couverture-faux plafond ;
- Revêtements en durs ;
- Electricité (Moyenne tension, basse tension, éclairage extérieur) ;
- Menuiserie métallique + bois et alu ;
- Plomberie sanitaire-Protection d'incendie ;
- Peinture-verniss et signalétique ;
- Stockage – Tuyauterie – Equipements hydrocarbures ;
- VRD- Aménagements extérieurs.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations objets de ce Dossier d'Appel d'Offres est en un (01) lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de 26 000 000 (vingt-six millions) FCFA TTC.

5. DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la surveillance et le contrôle des travaux, objet du présent Appel d'Offres est de huit (08) mois après notification de l'Ordre de Service de démarrage.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Bureaux d'Etudes Techniques installés sur le territoire Camerounais.

7. FINANCEMENT

Les prestations, objets du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie pour le compte de l'exercice 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est le mode exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission délivrée par une banque de première ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le cadre des Marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assortie du récépissé de consignation délivré par la CEDEC, dont le montant s'élève à cinq cent vingt mille (520 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. *L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.* Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le Dossier d'Appel d'Offres concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Lettre commandes Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), au niveau de la plateforme COLEPS du MINMAP (<https://www.marchespublics.cm>).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appels d'Offre (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics ; immeuble ministériel n°1 sis à la poste centrale 3^{ème} étage porte 03T12, dès publication du présent Avis contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA, représentant les frais d'achat du dossier.

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du Bureau d'Etudes Technique désireux de participer à l'appel d'offres.

De plus, au moment du retrait du DAO, le représentant du soumissionnaire veillera à se faire enregistrer par le service mentionné ci-dessus, en fournissant toutes les indications permettant un contact rapide (adresse complète, numéros de téléphone, adresse électronique, etc...).

12. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais devront être déposées sur la plateforme COLEPS (<http://www.marchespublics.cm>), sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm), au plus tard le **28 AVRIL 2025** à 14 heures.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5Mo pour l'offre administrative ;
- 15 Mo pour l'offre technique ;
- 5 Mo pour l'offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF ;
- Format JPEG.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scelle avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » dans les délais impartis. Elle devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0000030 /AONO/MINEE/CIPM/2025 du 27 MARS 2025
SUIVANT LA LETTRE D'EXEMPTION DE LA PRÉ-QUALIFICATION N° 00770-
25/L/MINMAP/SG/DGM/DMAI/NMG DU 17 FÉVRIER 2025 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE
MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX
DE CONSTRUCTION D'UN POINT PUBLIC RURAL DE DISTRIBUTION DES PRODUITS
PETROLIERS DANS LA LOCALITE DE NDELELE, DEPARTEMENT DE LA KADEY, REGION DE
L'EST (EN PROCEDURE D'URGENCE).

MAITRE D'OUVRAGE : LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

FINANCEMENT : BIP MINEE, EXERCICE 2025

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

L'offre financière témoin devra être déposée hors ligne sous plis fermé dans les délais impartis, avec la mention ci-dessus.

13. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offre entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de cinq cent vingt mille (520 000) francs CFA délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances de la République du Cameroun et dont la liste figure dans la pièce N° 13 du DAO et valable pendant trente (30) jours à compter de la date limite de la remise des Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, le ~~28 AVR 2025~~ à partir de 15h 00, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Lettre commandes, (CIPM) auprès du MINEE dans la salle de réunion sise au Bâtiment Annexe N°2 du MINEE à NVOG ADA abritant la Commission Interne.

Seuls les soumissionnaires peuvent prendre part à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Le défaut de présentation de l'offre financière témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de passation des Marchés.

L'ouverture de l'offre financière aura lieu au terme de l'analyse de l'offre technique et ne concerne que les soumissionnaires ayant obtenu la note supérieure ou égale à 80 points sur 100.

15. ÉVALUATION DES OFFRES

15-1 : Critères éliminatoires :

- 1) Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures;
- 2) La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- 3) l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- 4) Des fausses déclarations ou des pièces falsifiées ;
- 5) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 6) De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon et de défaillance dans les Lettre commandes antérieur de même type au cours des trois dernières années ;
- 7) Du non-respect du format et de la taille de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- 8) L'absence du récépissé de consignation délivré par la CDEC;
- 9) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 10) L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DE) ;
- 11) De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 12) L'absence d'une copie de la sauvegarde en cas de disfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 13) L'absence de la capacité financière d'un montant de 5 200 000 FCFA ;
- 14) Présence d'une information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 15) L'absence de l'offre financière témoin.

15-2 : Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

N°	CRITERES	NOTATION (Points)
1.	Présentation Général de l'offre	2
2.	Références du Bureau d'Etudes Techniques	30
3.	Expérience et qualification du personnel affecté à la mission	45
4.	Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission	15
5.	Moyens techniques et matériels	08
	TOTAL	Note /100

15-3 Evaluation des offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

$$SF = FM \times 100 / F$$

SF= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

FM= Montant évalué de l'offre la mieux-disante,

F = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. ATTRIBUTION

L'Autorité Contractante ou le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre commande au Soumissionnaire dont l'Offre aura été évaluée la mieux-disante, jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots

NAP

18. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction des Produits Pétroliers et du Gaz du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 70 87.

20. Dénonciation

Corruption ou mauvaises pratiques «pour tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques », bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25 /699 37 07 48 .

Yaoundé, le 27 Mars 2025.

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie

(Maître d'Ouvrage)



[Signature]

Amidou Essomba Gaston

AMPLIATIONS :

- > MINMAP ;
- > ARMP (pour publication et archivage) ;
- > Président CIPM/MINEE ;
- > DAG/SMP ;
- > Affichage chrono.



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER NOTICE

N° 0 0 0 0 3 0 /AONO/MINEE/CIPM/2025 OF 27 MARS 2025

ACCORDING TO THE LETTER OF EXEMPTION FROM PRE-QUALIFICATION N° 00770-25/L/MINMAP/SG/DGM/DMAI/NMG OF 17 FEBRUARY 2025 FOR THE RECRUITMENT OF A PROJECT MANAGEMENT FOR THE TECHNICAL CONTROL AND MONITORING OF CONSTRUCTION WORK OF A RURAL PUBLIC DISTRIBUTION POINT FOR PETROLEUM PRODUCTS IN THE LOCALITY OF NDELELE, KADEY DIVISION, EAST REGION (IN EMERGENCY PROCEDURE)

FUNDING: BIP MINISTRY OF WATER AND ENERGY fiscal year 2025.

1. Purpose of the consultation

The purpose of this call for tenders is to provide technical control and monitoring of the construction works of a rural public point for the distribution of petroleum products in the locality of Ndélélé, Kadey Division, East Region.

2. Scope of the Work

The services include the following missions:

- Management of the execution of the works contract,
- Quality control of supplies and work in relation to technical studies,
- Quality control in relation to technical specifications, monitoring of technical tests,
- Approval of the execution and assembly plans of the work,
- Assistance during reception operations and during the warranty period,
- Preparation of monthly activity reports,
- Preparation of the final report of the work carried out and the supervision mission.

The work that will be carried out in packages is as follows:

- Preliminary work and site installation ;
- General earthworks ;
- Concrete and reinforced concrete works ;
- Masonry work ;
- Frame-Cover-false ceiling ;
- Hard coverings ;
- Electricity (Medium voltage, low voltage, exterior lighting) ;
- Metal carpentry + wood and aluminum ;
- Sanitary plumbing-Fire protection ;
- Paint-varnish and signage ;
- Storage – Piping – Hydrocarbon equipment ;
- VRD- Exterior arrangements.

3. Allotment

The services covered by this tender documents shall be carried out in a single lot.

The scope of these services is specified in the Terms of Reference (ToR) of this tender document.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services at the end of the preliminary studies is estimated at CFA F 26,000,000 (twenty-six million including VAT).

5. Execution Deadline

The maximum period set by the Contracting Authority for the supervision and control of the works covered by this invitation to tender is eight (08) months following notice to proceed.

6. Participation

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to Technical Design Offices established in the Cameroonian territory.

7. Financing

The works, which are the subject of this call to tenders, are financed by the public investment budget of the Ministry of Water Resources and Energy for the year 2025 and subsequent years.

8. Submission Method

The submission method adopted for this tender is online.

9. Bid Bond

Each bidder must enclose with its administrative documents a bid bond, to be paid in hand, issued by a first class bank or an insurance company authorised by the Minister of finance to issue bonds in the domain of public contracts, the list of which is provided in document No.14 of the tender documents, stamped at the rate in force together with the consignment receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), the amount of which is CFA F520,000 (five hundred and twenty million). The bid bond is valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids. *The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution, authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the domain of public contracts will result in the outright rejection of the tender.* A bid bond presented but not related to the relevant tender will be considered absent. A bid bond presented by a Bidder during the bid opening session is unacceptable.

10. Consultation of the File

Upon publication of this notice, the companies' consultation file may be consulted during working hours at the Ministry of Water and Energy: Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the Tower, Ministerial Building No. 1, Room 03T12: P.O. Box 70 Yaounde, Tel.: 222 23 00 13.

It can also be consulted on the ARMP website (www.arpmp.cm), the MINMAP COLEPS platform (<https://www.marchespublics.cm>).

11. Acquisition of the Tender File

The tender documents may be obtained at the Ministry of Water and Energy. Department of General Affairs, Public Contracts Service; 3rd floor of the ministerial building No.1 (Poste Centrale), 3rd floor, Room 03T12, as soon as this notice is published, against presentation of a payment receipt to the Public Treasury, of a non-refundable sum of CFA F 50 000 (fifty hundred thousand), representing the cost of purchasing the file.

The receipt shall identify the buyer as the representative of the Technical Studies Office willing to participate in the invitation to tender.

Besides, when withdrawing the tender documents, the Bidder's representative must get registered at the above-mentioned service by providing all the information required for rapid contact (full address, telephone numbers, e-mail address, etc...).

12. Submission of Bids

The bids drafted in English or French must be submitted on the COLEPS platform, (<http://www.marchespublics.cm>), on the ARMP website (www.arpmp.cm), no later than **2.00 PM, 27 APRIL 2025** at 2 p.m.

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the Bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative bid;

- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format;
- JPEG format.

The Bidder must use compression software in order to reduce the size of the files to be sent.

A back-up copy of the bid recorded on a USB flash drive or CD/DVD must be sent, within the deadline, in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy". It shall be labelled as follows:

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER NOTICE
N° _____ /AONO/MINEE/CIPM/2025 of 27 MARS 2025
FOR THE RECRUITMENT OF A PROJECT MANAGEMENT FOR THE TECHNICAL CONTROL AND MONITORING OF CONSTRUCTION WORK OF A RURAL PUBLIC DISTRIBUTION POINT FOR PETROLEUM PRODUCTS IN THE LOCALITY OF NDELELE, KADEY DIVISION, EAST REGION (IN EMERGENCY PROCEDURE)

Contracting Authority: THE MINISTER OF WATER AND ENERGY

Financing: MINEE PIB, 2025 FINANCIAL YEARS

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

The sample financial bid must be submitted within the deadline, offline, in a sealed envelope marked as above.

13. Admissibility of Bids

Under penalty of rejection, the required administrative documents must imperatively be produced in originals or certified true copies by the issuing service or a competent administrative authority in accordance with the requirements of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the tender notice.

Any Tender that is incomplete, in accordance with the requirements of the tender documents, shall be declared inadmissible. In particular, failure to provide a bid bond or failure to comply with the models of the tender documents, shall result in the outright rejection of the bid without any recourse.

Each Bidder must include in its administrative documents a bid bond amounting to CFA F 520,000 (five hundred and twenty million) issued by a first class bank authorised by the Ministry of Finance, which are listed in Document No.13 of the tender documents and valid for thirty (30) days, from the deadline of submission of tenders.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall be carried out in two phases: first, the opening of administrative and technical bids and second, the opening of financial bids of bidders having obtained the minimum technical score required.

The opening of administrative and technical bids shall take place at the Ministry of Water and Energy on 27 MARS 2025 as from 3 p.m. local time, in the meeting room of MINEE's Internal Tenders Board (CIPM), located in Mvog Ada, in the new annex building No.2.

Only Bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

Failure to present the sample financial bid shall result in the bid being declared inadmissible by the Tenders Board during the bid opening session.

The opening of financial bids shall take place following the technical evaluation and shall concern the Bidders having a score superior or equal to 80/100.

15. Evaluation of Bids

15-1: Eliminary Criteria

- 1) Absence or non-conformity of an administrative document after 48hours.
- 2) Failure to present, after 48 hours, a document in the administrative file that was deemed to be non-compliant or missing during the opening of bids (with the exception of the bid bond).
- 3) Absence or non-conformity of the bid bond when the bids are opened.
- 4) False declarations or falsified documents.
- 5) Technical score below 80 out of 100.
- 6) Absence of a sworn statement of non-abandonment and non-default in past contracts during the last three years.
- 7) Failure to respect the format and size of files for bids submitted online.
- 8) Absence of the consignment receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).
- 9) Omission of a quantified unit price in the financial bid.
- 10) Absence of an element of the financial bid (the bid, the price schedule, the priced bill of quantities).
- 11) Absence of a dated and signed integrity charter.
- 12) Absence of a back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.
- 13) Absence of a financial capacity amounting to CFA F 5,200,000.
- 14) Presence of financial information in the administrative or technical offer;
- 15) The absence of the witness financial offer.

15-2: Essential criteria

Technical bids shall be evaluated based on the following criteria:

No.	Criteria	Scoring (points)
1.	General presentation of the bid	2
2.	Bidder's references	30
3.	Experience and qualifications of the staff to carry out the assignment	45
4.	Description of the proposed methodology and work plan to perform the assignment	15
5.	Logistics	08
	TOTAL	Score/100

15- 3 Evaluation of Financial Bids

After examination of the conformity of administrative documents (phase 1) as well as technical evaluation (phase 2), only the financial bids of bidders whose technical bid has been declared admissible shall be evaluated and scored as follows:

$$FS = FA \times 100/F$$

FS= score relating to the amount of the bidder's financial bid

FA = estimated amount of the lowest bid

F = estimated amount of the bidder

A weighting will be made between the technical and financial scores to obtain the final score N (technical-financial score) using the formula below:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})] / 100$$

16. Award

The Contracting Authority shall award the Contract to the Bidder whose bid is the lowest and in conformity with the provisions of the tender documents.

17. Maximum number of lots

NAP

18. Validity of Bids

Bidders shall be bound by their bids during a period of ninety (90) days from the deadline scheduled for the submission of bids.

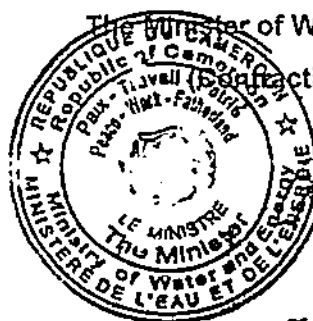
19. Additional Information

Additional technical information may be obtained during working hours either from MINEE Public Contracts Service, Tel.: 222 23 00 13 or from the Petroleum Products and Gas Department; P.O. Box 70 Yaounde, Tel.: 222 22 70 87.

20. Denunciation

In case of any act of corruption, attempt of corruption or malpractices, please call or send an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaounde, on27 MARS...2025



The Minister of Water and Energy,
Contracting Authority)

Flouindou Essomba Gaston

Copies:

- > MINMAP
- > ARMP (for publication and archiving)
- > Chairman of CIPM/MINEE
- > DAG/SMP
- > Chrono/Notice Board